

et c'est par ce moyen qu'elles ont obtenu leurs premières commandes. Comme je l'ai déjà dit, l'urgence primait alors toute autre considération, et l'on devait naturellement s'attendre à voir le gouvernement anglais s'adresser de préférence aux établissements les plus considérables. L'honorable député de Renfrew-sud dit que des commandes ont été faites aux Etats-Unis par des Canadiens, et cela sans doute est vrai, mais il ne dira pas que ça été pour des vêtements, pour des viandes, pour des conserves, ou pour mille autres articles que je pourrais nommer. Il dit que ça été simplement pour des munitions, et c'est à quoi l'on devait s'attendre.

L'hon. M. GRAHAM: Une était pour des chemises.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Etait-ce du gouvernement britannique?

L'hon. M. GRAHAM: Je n'ai pas dit cela.

M. W. H. BENNETT (Simcoe): Je ne sais quelle est la situation dans le comté de mon honorable ami, mais je suis sûr que, chez moi, personne ne se plaint de n'avoir pas eu sa juste part de ce travail. Non seulement l'Angleterre, mais la France aussi, ont envoyé des commandes au Canada. Je sais qu'un grand nombre de laineries, dont une dans ma propre ville, ont travaillé pendant des mois à faire des couvertes pour l'armée française, et cette commande a été obtenue, je le présume, par les soins du bureau du haut commissaire, ou par ceux du ministère du Commerce et de l'Industrie.

Il y a eu certainement, si je ne me trompe, de grosses commandes de placées par tout le Canada, pour des lainages de toutes sortes, et l'équipement des troupes expéditionnaires canadiennes a été fait en totalité au Canada. Sir George Perley passe pour un homme d'affaires entendu et, à part son commerce de bois, on sait qu'il fait partie des bureaux de direction d'une banque et autres établissements. La plupart de ceux qui le connaissent au Canada sont, j'en suis sûr, convaincus d'avoir en lui un agent qui fait valoir à Londres les intérêts de ce pays.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je crois que les commandes données dans ce pays par le gouvernement français sont plus considérables qu'on ne l'imagine généralement. Jusqu'à l'été dernier, nous avions eu ici des commandes de France pour 458,200 couvertures militaires, 15,000

harnachements complets, 15,000 autres couvertures, 5,000 autres harnachements complets, 5,000 autres couvertures, 20,000 harnais pour l'artillerie, 20,000 longues bottes pour le service de cheval, 20,000 autres couvertures encore. Ensuite, je sais que le gouvernement russe a une fois donné une commande pour 20,000 harnais. Je crois qu'il y en a eu d'autres, mais je ne me souviens plus quelles.

L'hon. M. PUGSLEY: A combien s'élèverait la totalité de ces commandes?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Il me serait vraiment impossible de le dire au juste à mon honorable ami; à plusieurs millions de dollars peut-être.

M. COPP: Dans la lecture qu'il vient de faire d'un état des objets fournis par le Canada au gouvernement britannique, j'ai remarqué que le premier ministre a mentionné particulièrement les harnais et les harnachements. Peut-il me dire si, à l'heure qu'il est, le Canada fournit au gouvernement britannique quelques-uns de ces articles, c'est-à-dire des harnais et autres choses de cette nature.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je ne saurais dire s'il existe encore des commandes à exécuter pour le compte du gouvernement anglais.

M. COPP: Le premier ministre voudrait-il bien obtenir ce renseignement et me le donner? J'ai reçu une demande à cet égard.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Le ministre du Commerce est plus au courant de ces questions; mais j'irai aux renseignements pour l'édification de l'honorable député. Le député de Frontenac (M. Edwards) me rappelle que le gouvernement russe a donné une forte commande de locomotives et de wagons de chemin de fer. Les honorables députés, je l'espère, le comprendront, c'est à sir George Perley que revient dans une large mesure, le mérite de ces commandes; car il a travaillé énergiquement et sans relâche en ce sens auprès des représentants des divers gouvernements alliés ainsi qu'auprès du ministère des affaires étrangères. Le député de Renfrew-Sud était sans doute absent lorsque j'ai dit que le personnel de sir George Perley avait plus de valeur que certains députés ne semblent le croire. Durant mon séjour à Londres, ai-je ajouté, j'ai dit à sir George Perley que nous augmenterions volontiers le chiffre de son personnel et que nous approuverions toute organisation qu'il jugerait nécessaire;